

Afghanistan: capacité protectrice de l'*Afghan National Police* et situa- tion sécuritaire à Kaboul

Papier thématique

Corinne Troxler Gulzar, Alexandra Geiser

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

Pour les colis:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch


CCP 30-16741-4
Compte dons
CCP 30-1085-7

Berne, le 20 octobre 2011



Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 10-10000-5


AUTEURES

Corinne Troxler Gulzar, Alexandra Geiser

VERSIONS

Allemand, français

COPYRIGHT

© 2011  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne.
Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	L' <i>Afghan National Police</i>	1
2	Les points faibles de l' <i>Afghan National Police</i>	3
3	Réputation de l' <i>Afghan National Police</i>.....	7
4	Situation actuelle de la sécurité à Kaboul.....	8
5	Capacité protectrice de l' <i>Afghan National Police</i>.....	9

1 L'Afghan National Police

Afin de pouvoir mieux situer les problèmes auxquels l'*Afghan National Police* (ANP) doit faire face aujourd'hui, il est nécessaire d'apporter un éclairage sur la reconstruction de l'appareil policier après la chute du régime taliban en 2001 ainsi que sur les diverses tentatives de réforme.

Reconstruction de l'ANP. Lors de la conférence des pays donateurs à Genève en 2002, la communauté internationale a trouvé un accord sur le *Comprehensive Security Sector Reform Program*, comprenant 4 piliers et qui devait être soutenu par différents pays. Les Etats-Unis ont endossé la responsabilité principale pour le domaine militaire, l'Allemagne pour la police, l'Italie pour le système judiciaire et la Grande-Bretagne pour la lutte contre le trafic de drogue.¹ Les Etats-Unis ont cependant apporté la plus importante contribution d'un point de vue financier à la reconstruction de l'*Afghan National Police*.²

En janvier 2002, une Fact-Finding-Mission allemande relative à la situation de la police afghane a constaté qu'elle se trouvait dans un piètre état et qu'elle était extrêmement mal équipée. Durant vingt ans, aucune formation policière systématique n'avait eu lieu dans ce pays où il manque donc au moins une génération d'officiers de police formés.³ En 2002, le nombre de personnes travaillant comme policier était estimé à 50'000. Il s'agissait là, pour la plupart, d'anciens moudjahidines, non formés, dont le sentiment d'appartenance allait à leurs anciens chefs et commandants locaux plutôt qu'au gouvernement central. Comme anciens moudjahidines, ils avaient fait l'expérience de pouvoir agir impunément et cela les avait mal préparés au travail de policier. L'Allemagne aurait voulu constituer une police en s'inspirant du modèle européen: avec une académie de police et des cours d'une durée allant jusqu'à cinq ans. Mais une telle formation pour 70'000 policiers aurait duré des décennies. Le temps pressait, et la mise en place des forces de police qui avançait à grand-peine se trouvait en contradiction évidente avec la détérioration de la situation sécuritaire se dessinant déjà en 2003. Pour cette raison, le *US Department of State* a initié en 2003, avec le soutien de l'Allemagne, des programmes dans le domaine de la formation policière. Pour ce faire, le *US Department of State* a mandaté la société militaire et de sécurité privée *DynCorp International*. Cette société ne disposait toutefois d'aucune expérience pour la mise en place d'un appareil policier dans un pays tel que l'Afghanistan et s'est concentrée sur la formation d'un maximum de policiers en un minimum de temps, sans considérations pour la qualité. *DynCorp International* a aussi par ailleurs engagé les policiers dans la lutte contre les groupements hostiles au gouvernement. Cela a estompé la délimitation entre l'*Afghan National Army* (ANA) et l'ANP.⁴

¹ United States Institute of Peace, *Afghanistan's Police, The Weak Link in Security Sector Reform*, août 2009, p. 2: www.usip.org/files/afghanistan_police.pdf.

² Institute for the Study of War, *Military Analysis and Education for Civilian Leaders, Afghan National Police (ANP): Establishing a Police Force for Afghanistan*, 17 juin 2009: www.understandingwar.org/print/648.

³ Seth G. Jones, *In the Graveyard of Empires*, New York, 2010, p. 165.

⁴ Seth G. Jones, *In the Graveyard of Empires*, New York, 2010, p. 170–175.

Ni les troupes internationales, ni l'armée et la police afghanes ne sont parvenues à enrayer l'insurrection qui ne cessait de s'étendre en Afghanistan. Le besoin de disposer d'un appareil policier efficace et fiable devenait de plus en plus urgent. En 2005, le département américain de la Défense a repris la responsabilité de la réforme de la police préalablement menée par le *US Department of State*. En raison de la menace croissante que représentaient les groupements hostiles au gouvernement, le département américain de la Défense a essayé de mettre la situation sous contrôle, du moins temporairement, en créant en 2006 l'*Afghan National Auxiliary Police*⁵. Dans le cadre du programme de l'*Afghan National Auxiliary Police (ANAP)*, des jeunes hommes recevaient une simple formation de dix jours pour défendre leur commune. Conformément aux indications de l'*International Crisis Group*, près d'un tiers des hommes ne sont plus reparus après avoir reçu leur arme et leur uniforme, et achevé leur formation. Les armes des personnes qui avaient été jugées inaptes pour cette tâche n'ont pas été récupérées. Le programme a été arrêté le 30 septembre 2008 et il est toujours considéré comme un échec.⁶

Jusqu'en juin 2007, plus de 70'000 policiers ont été formés. Près de 70 pour cent n'ont suivi qu'un cours de deux semaines bien qu'ils fussent analphabètes. Fin 2006, il est devenu manifeste que le programme ne fonctionnait pas efficacement. Les motifs principaux de l'échec de l'édification de l'appareil policier étant l'insuffisance de policiers instructeurs sur place, l'équipement défectueux des forces de police, la corruption, les difficultés pour le versement des salaires et une administration lacunaire. L'augmentation massive de la production d'opium et de la multiplication des attentats commis par les groupes insurgés ont également entravé la mise en place de l'appareil policier.⁷ Le 15 juin 2007, l'*European Union Police Mission (EUPOL)* a pris la relève de l'Allemagne dans le domaine de la réforme policière.⁸ Malgré cela, la mise en place et la réforme de l'ANP n'ont continué qu'à petits pas. A la fin du mois de juin 2009, l'EUPOL n'était pas encore parvenue à envoyer en Afghanistan les 400 policiers instructeurs promis.⁹ En raison de l'appareil policier insuffisant, d'autres tentatives de constituer des forces de police auxiliaires ont été entreprises au plan local.¹⁰

Afghan Local Police. La dernière tentative en date d'engager des forces de police auxiliaires au plan local fut le programme *Afghan Local Police (ALP)*, commencé en août 2010 à la suite des pressions exercées par les Etats-Unis. Les effectifs se montent à près de 15'700 recrues engagées dans 61 districts, venant en renfort des 30'000 policiers en poste dans 100 districts. Apparaissent comme étant particulièrement

⁵ Institute for the Study of War, Military Analysis and Education for Civilian Leaders, *Afghan National Police (ANP): Establishing a Police Force for Afghanistan*, 17 juin 2009, p. 170–175: www.understandingwar.org/print/648, et Seth G. Jones, *In the Graveyard of Empires*, New York, 2010.

⁶ International Crisis Group, *Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy*, Asia Briefing n° 85, 18 décembre 2008, p. 4: www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/b85_policing_in_afghanistan___still_searching_for_a_strategy.pdf.

⁷ United States Institute of Peace, *Afghanistan's Police, The Weak Link in Security Sector Reform*, août 2009, p. 3–6: www.usip.org/files/afghanistan_police.pdf.

⁸ EUPOL Afghanistan – European Union Police Mission, *About us*, accès le 15 octobre 2011: <http://81.17.241.206/?q=node/4>.

⁹ *Süddeutsche Zeitung*, *Wenig Hilfe am Hindukusch*, 29 juin 2009: www.sueddeutsche.de/politik/wenig-hilfe-am-hindukusch-afghanistan-der-karriere-schaedlich-1.104216.

¹⁰ United States Institute of Peace, *Afghanistan's Police, The Weak Link in Security Sector Reform*, août 2009, p. 3–6.

rement problématiques, les mécanismes de commandement et de contrôle, le recrutement et aussi l'incorporation d'anciens talibans prêts à renoncer à la lutte contre le gouvernement.¹¹ Le programme est extrêmement controversé. *Human Rights Watch* a relevé les violations des droits de l'homme qui ont été commises par l'ALP.¹²

Structure de l'*Afghan National Police*. L'ANP est subordonnée au ministère de l'Intérieur et structurée en différents domaines d'intervention: l'*Afghan Uniform Police*, compétente pour les services de police généraux, et quatre unités spéciales, l'*Afghan National Civil Order Police* (ANCOP), l'*Afghan Border Police*, la *Counter Narcotics Police of Afghanistan* (CNPA) et la *Counter Terrorism Police*.¹³ Dans la stratégie policière de 2010, les quatre unités, l'*Afghan Uniformed Civilian Police*, l'*Afghan National Civil Order Police*, l'*Afghan Border Police* et l'*Afghan Anti-Crime Police* ont été désignées comme les piliers principaux de l'ANP. L'*Afghan Local Police* (ALP) a été décrite comme «subpillar».¹⁴

Selon le département américain de la Défense, l'ANP disposait au mois de mars 2011 de 125'589 membres. En octobre 2011, 134'000 policiers auraient dû être en service.¹⁵ Depuis 2001, 29 milliards de dollars américains ont été injectés dans l'édification de l'appareil policier.¹⁶

2 Les points faibles de l'*Afghan National Police*

En mars 2009, l'envoyé spécial américain Richard Holbrooke a désigné l'ANP comme inadéquate, corrompue et véritable maillon faible de la chaîne de la sécurité. Sous le gouvernement du président américain Barak Obama, l'amélioration de la police dans le cadre de la stabilisation de l'Afghanistan a été définie comme thème clé.¹⁷

Recrutement difficile en raison de la situation précaire en matière de sécurité. La péjoration de la situation sécuritaire a mené à un mélange des tâches de l'ANP avec celles de l'ANA: en lieu et place de pouvoir se concentrer sur le maintien du droit et de l'ordre public, et sur la protection de la population, les forces de police ont été impliquées de plus en plus dans des actions de lutte contre les groupements hostiles au gouvernement, alors même que leur «formation» ne les y avait pas préparés. En conséquence, l'ANP a payé le plus lourd tribut en termes de vies hu-

¹¹ OSAR, Afghanistan: la situation sécuritaire actuelle, 23 août 2011: www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine/arabia/afghanistan/afghanistan-situation-securitaire-actuelle-2011.

¹² Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia», Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police», 12 septembre 2011: www.unhcr.org/refworld/docid/4e6dd8dd2.html.

¹³ United States Institute of Peace, Afghanistan's Police, The Weak Link in Security Sector Reform, août 2009, p. 2.

¹⁴ Oxfam, No Time to Lose, Promoting the Accountability of the Afghan National Security Forces, 10 mai 2011: www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/afghanistan-no-time-to-lose-20110510-en.pdf.

¹⁵ United States Department of Defense, Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan and United States Plan for Sustaining the Afghanistan National Security Forces, avril 2011: www.defense.gov/news/1230_1231Report.pdf.

¹⁶ Reuters, Billions spent on Afghan police but brutality, corruption prevail, 24 août 2011:

www.reuters.com/article/2011/08/24/us-afghanistan-police-crime-idUSTRE77N10U20110824.

¹⁷ United States Institute of Peace, Afghanistan's Police, The Weak Link in Security Sector Reform, août 2009, p. 2.

maines: selon l'*International Crisis Group*, près de 1200 policiers sont morts en 2007 dans la lutte contre les insurgés, et un nombre plus ou moins équivalent est décédé en 2008 et en 2009. L'armée afghane dénombrerait environ trois fois moins de décès. Les nombreuses pertes au sein du corps de police ont entraîné une démoralisation générale et rendu nettement plus difficile le recrutement de nouvelles forces. En 2008 déjà, des rapports faisaient état de policiers qui changeaient de camp et passaient chez les talibans – probablement bien plus fréquemment par peur de mourir que pour des motifs idéologiques.¹⁸

Insuffisance de la formation et manque d'équipement. L'un des problèmes majeurs est la formation insuffisante des policiers. Pour la mise en place de l'appareil policier, la quantité a été privilégiée par rapport à la qualité pendant de nombreuses années. Entre mars 2010 et mars 2011, l'effectif de la police a augmenté de 22 pour cent: il passait de 102'000 à 125'000 policiers. Entre novembre 2009 et février 2011, les effectifs de l'armée et de la police ont augmenté de 42 pour cent.¹⁹ Aujourd'hui encore, 90 pour cent des policiers sont analphabètes.²⁰ En outre, pour l'attribution des postes de haut niveau au sein de la police, les relations personnelles sont plus importantes que l'expérience professionnelle.²¹ Les carences en équipement ont encore et toujours été dénoncées: beaucoup de policiers manquent, par exemple, de munition et de véhicules.²²

Contrôle défaillant de l'ANP. Etant donné qu' en 2002, ce sont en premier lieu les «policiers» déjà présents qui ont été formés, on ne pouvait pas garantir, dès le début, que les forces de police se comporteraient loyalement envers le gouvernement central. Le fait qu'une police auxiliaire ait été engagée au plan local est venu accentuer ce problème.²³ En outre, des policiers auxiliaires se sont évanouis dans la nature avec leur arme et ont échappé ainsi à tout contrôle. Le ministre de l'intérieur, Hanif Atmar, a déclaré le 20 octobre 2008 devant la *Wolesi Jirga* (chambre basse du parlement bicaméral afghan, la «chambre du peuple») que près de 20 pour cent des policiers ne seraient «pas en service». Inversement, sur le registre des salaires sont apparus plus de policiers qu'il n'en était enregistré. Selon des suppositions, ils se seraient financés en prélevant des «droits de passage» illégaux aux checkpoints.²⁴ Les contrôles de sécurité au sein de la police sont à ce jour encore absolument insuffisants. Souvent les anciens des clans se portent garants des policiers recrutés. Les recrues ne doivent être ni des criminels, ni appartenir à une troupe insurrection-

¹⁸ International Crisis Group, *Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy*, Asia Briefing n° 85, 18 décembre 2008, p. 1–3. Voir aussi UN Human Rights Council, Report of the High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Afghanistan and on the achievements of technical assistance in the field of human rights, 21 février 2008, p. 8–9: www.unhcr.org/refworld/docid/47cfb4b22.html.

¹⁹ Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia», *Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police»*, 12 septembre 2011, p. 93.

²⁰ The Sydney Morning Herald, *Afghan police rape, kill, says Oxfam*, 3 octobre 2011: www.rawa.org/temp/runews/2011/10/03/afghan-police-rape-kill-says-oxfam.html#ixzz1ZtlxKVHU.

²¹ Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia», *Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police»*, 12 septembre 2011, p. 93.

²² ICOS, *Afghanistan Transition – Dangers of a Summer Drawdown*, février 2011, p. 11: www.icosgroup.net/static/reports/afghanistan_dangers_drawdown.pdf.

²³ International Crisis Group, *Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy*, Asia Briefing n° 85, 18 décembre 2008, p. 4.

²⁴ International Crisis Group, *Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy*, Asia Briefing n° 85, 18 décembre 2008, p. 2–3.

nelle, ni être dépendant aux stupéfiants.²⁵ Mais les vérifications sont insuffisantes, rendues difficiles en raison de l'absence fréquente de documents d'identité fiables, et l'infiltration des forces de police par les insurgés est très avancée.²⁶ Le fait que des attentats sont commis par des insurgés en uniforme de la police complique encore la situation.²⁷

Corruption et trafic d'influence. Les checkpoints de la police sont réputés être le lieu où la corruption est la plus manifeste en Afghanistan.²⁸ Les menaces de coups ou d'emprisonnement font partie des procédés habituels des policiers afin d'encaisser de l'argent extorqué à la population civile.²⁹ Des membres de l'ANP participeraient aussi bien à des enlèvements et au chantage qu'au trafic de stupéfiants.³⁰

L'extrême corruption des forces de police se manifeste aussi dans le fait que certaines personnes arrêtées sont libérées pratiquement le jour suivant, même lorsque des preuves de leur culpabilité existent.³¹ A ce sujet, l'armée allemande s'est offusquée plusieurs fois en apprenant la libération de suspects qu'elle avait remise aux autorités afghanes.³² L'évasion massive du mois de juin 2008 à Kandahar a été particulièrement impressionnante à cet égard: 900 détenus, pour la plupart des membres des talibans, se sont évadés. De la même façon, dans la nuit du 24 au 25 avril 2011, près de 500 prisonniers sont parvenus à s'enfuir d'une prison de Kandahar par un tunnel souterrain. Les experts sont d'avis que cette évasion, prévue de longue date, n'a été possible qu'avec l'aide du personnel de la prison. L'incident a présenté les forces de sécurité afghanes ainsi que la justice et l'administration pénitentiaire afghanes sous un jour extrêmement déplaisant.³³ L'*International Crisis Group* avait déjà démontré dans un rapport de novembre 2010 que la justice et l'administration pénitentiaire en Afghanistan étaient complètement corrompues et se trouvaient dans un état lamentable.³⁴

²⁵ Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia», Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police», 12 septembre 2011, p. 93.

²⁶ The Independent, Afghan police corruption «hits Nato pullout», 21 novembre 2010: www.independent.co.uk/news/world/politics/afghan-police-corruption-hits-nato-pullout-2139883.html.

²⁷ The Seattle Times, Reverse bribes dramatize police corruption in Afghanistan, 26 juin 2010: <http://community.seattletimes.nwsourc.com/mobile/?type=story&id=2012209923>.

²⁸ The Seattle Times, Reverse bribes dramatize police corruption in Afghanistan, 26 juin 2010.

²⁹ United States Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices – Afghanistan, 8 avril 2011: www.unhcr.org/refworld/docid/4da56defa3.html.

³⁰ Amnesty International, Amnesty International Annual Report 2011 – Afghanistan, 13 mai 2011: www.unhcr.org/refworld/docid/4dce1585c.html; International Crisis Group, Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy, Asia Briefing n° 85, 18 décembre 2008, p. 6: www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/b85_policing_in_afghanistan___still_searching_for_a_strategy.pdf.

³¹ International Crisis Group, Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy, Asia Briefing n° 85, 18 décembre 2008, p. 6.

³² Süddeutsche Zeitung, Justiz lässt an Anschlag beteiligten Taliban frei, 12 août 2011: www.sueddeutsche.de/politik/afghanistan-justiz-laesst-an-anschlag-beteiligten-taliban-frei-1.1130932.

³³ NZZ, Spektakulärer Gefängnisausbruch in Kandahar, 26 avril 2011, p. 4: www.nzz.ch/nachrichten/politik/international/spektakulaerer_gefaengnisausbruch_in_kandahar_1.10376008.html.

³⁴ International Crisis Group, Reforming Afghanistan's broken Judiciary, Asia Report n° 195, 17 novembre 2011, p. i–ii, 1–3 et 13: www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/195%20Reforming%20Afghanistans%20Broken%20Judiciary.pdf.

En outre, il est notoire que des forces de sécurité afghanes stationnées dans des régions reculées livrent parfois des informations aux talibans dans le but, en contrepartie, de ne pas être attaquées.³⁵

Infiltration par des insurgés. Fin 2008 déjà, l'expert de l'Afghanistan, Antonio Giustozzi, rendait attentif au fait que les talibans infiltraient, avec un certain succès, les forces de sécurité afghanes, et notamment les forces de police.³⁶ L'OTAN également craignait depuis un certain temps déjà que les talibans n'infiltrèrent les forces de sécurité afghanes. Ces deux dernières années, 42 soldats étrangers ont été tués par ces mêmes forces de sécurité afghanes.³⁷ Le 13 avril 2011, le général Zahir Azimi a évoqué l'infiltration des forces de sécurité afghanes lors d'une conférence de presse.³⁸ L'infiltration des forces de police est révélée clairement, comme jamais auparavant, par les attentats sophistiqués perpétrés au cœur de Kaboul en 2011 par les groupements hostiles au gouvernement.³⁹

Violations des droits de l'homme et impunité. La police afghane est impliquée dans des violations massives des droits de l'homme. Des civils sont tués par des membres des forces de police, les personnes détenues sont torturées et les femmes et les enfants subissent des abus sexuels.⁴⁰ Lorsque des policiers afghans sont impliqués dans des violations des droits de l'homme ou encore dans des assassinats de civils, le plus souvent ils s'en sortent impunément.⁴¹ De nombreux Afghans reprochent à la police de recourir aux violences physiques, d'émettre des accusations fallacieuses ou d'exercer des pressions pour obtenir la participation à des activités criminelles.⁴² Les membres de l'*Afghan Local Police* notamment sont considérés par beaucoup de gens comme des bandes de criminels et non pas comme des protecteurs.⁴³ L'*United Nations Assistance Mission in Afghanistan* (UNAMA) a constaté dans son rapport du mois d'octobre 2011 concernant le traitement des détenus qu'aussi bien la police afghane que les services secrets afghans commettaient de graves violations des droits de l'homme et obtenaient des «aveux» par la torture. On recense parmi ces violations des coups avec des bâtons, câbles et tuyaux en caoutchouc, des électrochocs, des ongles arrachés et des menaces de violences sexuelles. Début juillet 2011 déjà, les Etats-Unis et l'*International Security Assistance Force* (ISAF) avaient cessé le transfert des prisonniers aux services secrets

³⁵ ICOS, Afghanistan Transition – Dangers of a Summer Drawdown, février 2011, p. 14: www.icosgroup.net/static/reports/afghanistan_dangers_drawdown.pdf.

³⁶ Antonio Giustozzi, The neo-Taliban: a year on, 11 décembre 2008: www.opendemocracy.net/article/the-neo-taliban-a-year-on.

³⁷ NZZ, Acht Nato-Soldaten in Kabul getötet, 28 avril 2011, p. 7.

³⁸ TOLONews, MOD to Prevent Insurgents Infiltrating Afghan Forces, 13 avril 2011: www.tolonews.com/en/afghanistan/2408-mod-to-prevent-insurgents-infiltrating-afghan-forces.

³⁹ Voir chapitre 4.

⁴⁰ Oxfam, No Time to Lose, Promoting the Accountability of the Afghan National Security Forces, 10 mai 2011: www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/afghanistan-no-time-to-lose-20110510-en.pdf.

⁴¹ Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia», Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police», 12 septembre 2011, p. 94; United States Department of State, 2010 Country Reports on Human Rights Practices – Afghanistan, 8 avril 2011.

⁴² Human Rights Watch, «Just Don't Call It a Militia», Impunity, Militias, and the «Afghan Local Police», 12 septembre 2011.

⁴³ Oxfam, No Time to Lose, Promoting the Accountability of the Afghan National Security Forces, 10 mai 2011.

afghans ainsi qu'à la police afghane. En septembre 2011, l'ISAF a décidé de suspendre le transfert des prisonniers vers d'autres prisons.⁴⁴

Consommation de stupéfiants. L'abus de stupéfiants au sein de l'ANP représente un problème supplémentaire.⁴⁵ Conformément à une enquête de l'*United Nations Development Program* (UNDP), un quart des personnes interrogées a été témoin direct de la consommation de stupéfiants par des policiers et près de 20 pour cent ont constaté que des policiers étaient impliqués dans le trafic de stupéfiants.⁴⁶

3 Réputation de l'*Afghan National Police*

Selon des sondages, la police et la justice sont perçues par la population afghane comme les institutions les plus corrompues du pays. En 2005 déjà, un sondage révélait que dans la plupart des provinces du sud et de l'est pas même 20 pour cent des sondés ne faisaient confiance à la police.⁴⁷ Aujourd'hui encore, la confiance de la population envers la police est faible.⁴⁸ Conformément à une étude de l'UNDP réalisée en 2010 sur la perception de la police par la population afghane, 60 pour cent des 5000 sondés ont estimé que la police était corrompue. La moitié ne déposerait pas plainte auprès de la police en cas de délit. Un quart considère que le copinage et les traitements de faveur déterminent le sort des poursuites pénales, et cela en fonction des relations personnelles et de l'appartenance ethnique. Seuls 42 pour cent des personnes interrogées se tourneraient vers la police en cas de «menace». Le fait que la police n'est pas en mesure de protéger la population contre les attentats des groupements hostiles au gouvernement a pour conséquence que de nombreux Afghans se sentent contraints de rechercher protection auprès des talibans.⁴⁹

Selon la description qu'en donne la dernière mise à jour de l'OSAR, la majorité de la population afghane n'a guère, voire pas du tout accès aux institutions juridiques. La justice afghane se trouve dans un état désolant alors que dix ans se sont écoulés depuis la chute du régime des talibans.⁵⁰ L'étude de *Integrity Watch Afghanistan* réalisée en 2010 sur la perception de la corruption confirme que les services de sécurité et le système judiciaire sont considérés comme les institutions les plus corrompues d'Afghanistan. Un quart des ménages sondés tient pour acquis qu'en raison de la corruption, la sécurité et l'accès au système judiciaire ne sont pas garantis.⁵¹

⁴⁴ UNAMA, *Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghanistan Custody*, octobre 2011, p. 3–5: http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/Documents/October10_%202011_UNAMA_Detention_Full-Report_ENG.pdf.

⁴⁵ Reuters, *Billions spent on Afghan police but brutality, corruption prevail*, 24 août 2011.

⁴⁶ UNDP, *Police Perception Survey 2010: The Afghan Perspective*, février 2011: www.undp.org.af/Publications/KeyDocuments/2011/Police%20Perception%20Survey%20Book%20010%20FINAL%20%286th%20Jan%202011%29.pdf.

⁴⁷ Seth G. Jones, *In the Graveyard of Empires*, p. 181.

⁴⁸ Institute for War and Peace Reporting, *Open Season for Kabul Police*, 14 mars 2011: www.unhcr.org/refworld/docid/4d7f25492c.html.

⁴⁹ UNDP, *Police Perception Survey 2010: The Afghan Perspective*, février 2011, p. 7, 20 et 92.

⁵⁰ Voir OSAR, *Afghanistan: la situation sécuritaire actuelle*, 23 août 2011.

⁵¹ Integrity Watch Afghanistan, *Afghan Perceptions and Experiences of Corruption, A national survey 2010*: www.iwaweb.org/corruptionSurvey2010/Sectors_touched.html.

4 Situation actuelle de la sécurité à Kaboul

Durant les six premiers mois de 2011, la situation sécuritaire s'est détériorée dramatiquement. Le nombre de victimes parmi la population civile s'est élevé pendant cette période à 1462 personnes, ce qui représente une augmentation de 15 pour cent par rapport à 2010. De juin à août 2011, 971 personnes supplémentaires ont perdu la vie. Les groupements hostiles au gouvernement sont responsables de près de 80 pour cent des décès. Le nombre de morts au sein de la population civile continue à augmenter et cela est dû aux actions de combat qui s'intensifient de manière généralisée dans tout le pays. Du côté des groupements hostiles, ce sont notamment l'utilisation de mines et d'explosifs improvisés ainsi que les attentats-suicides et les attentats ciblés qui font le plus de victimes.⁵²

En 2011, les groupements hostiles au gouvernement sont parvenus à assassiner de nombreux fonctionnaires gouvernementaux du plus haut rang. Rien qu'en juillet, des membres de ces groupements hostiles ont assassiné Ahmed Wali Karzai, le président du conseil de la province de Kandahar, Hikmatullah Himat, le président de la shoura spirituelle de Kandahar, Jan Muhammad Khan, l'un des plus proches conseillers de Karzai, ainsi que Ghulam Haydar Hamidi, maire de Kandahar.⁵³ Le meurtre du général Daud Daud, l'ancien gouverneur de Takhar et suppléant du ministre de l'Intérieur sous Karzai, a clairement montré que les groupements hostiles étaient capables d'exécuter des opérations extrêmement complexes et de grande envergure dans pratiquement toutes les régions du pays.⁵⁴

Situation actuelle de la sécurité au centre de l'Afghanistan. Selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU du 21 septembre 2011, la situation sécuritaire au centre de l'Afghanistan s'est détériorée. Les attentats-suicides ne se concentrent plus seulement dans le sud de l'Afghanistan: 21 pour cent des attentats-suicides sont perpétrés par des membres des groupements hostiles au gouvernement au centre de l'Afghanistan. En outre, les attentats deviennent sensiblement plus complexes. Par rapport à 2010, le nombre d'attentats complexes perpétrés en coordination par plusieurs terroristes a augmenté de 50 pour cent (trois attentats de ce type par mois).⁵⁵

Criminalité. La criminalité a aussi augmenté rapidement ces dernières années. Conformément à l'étude de *RiskMap* 2011, l'Afghanistan, avec la Somalie, a été classé comme un des pays le plus dangereux au monde sur la base du nombre de vols, d'agressions et de la petite délinquance, mais aussi en fonction des enlèvements et des attaques armées ainsi que des dégâts matériels, des cas d'escroquerie ou du danger constant d'attaques terroristes.⁵⁶

⁵² General Assembly Security Council, The Situation in Afghanistan and its implication for international peace and security – Report of the Secretary-General, 21 septembre 2011, p. 5: <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/SG%20Reports/110921%20SG%20Report%20on%20Afghanistan%20FINAL.pdf>.

⁵³ General Assembly Security Council, The Situation in Afghanistan and its implication for international peace and security – Report of the Secretary-General, 21 septembre 2011, p. 2.

⁵⁴ Tagesanzeiger, Ein Feuerball – dann wurde es dunkel, 28 mai 2011, p. 3: www.tagesanzeiger.ch/ausland/asien-und-ozeanien/Ein-Feuerball--dann-wurde-es-dunkel/story/11298255; NZZ, Selbstmordanschlag in Nordafghanistan, 30 mai 2011.

⁵⁵ General Assembly Security Council, The Situation in Afghanistan and its implication for international peace and security – Report of the Secretary-General, 21 septembre 2011, p. 2.

⁵⁶ Die Welt, Steigende Kriminalität – Mexiko wird gefährlicher, 17 janvier 2011: www.welt.de/reise/Fern/article12203461/Steigende-Kriminalitaet-Mexiko-wird-gefaehrlicher.html.

Situation sécuritaire à Kaboul. Des membres des groupements hostiles au gouvernement sont parvenus cette année encore à exécuter des attaques d'envergure dans la capitale du pays. En outre, il y a des rapports réguliers sur des attaques, enlèvements, assassinats et pillages par des membres des talibans, de l'Hezb-e-Islami et de groupes criminels. L'attentat contre l'hôtel Inter-Continental à Kaboul le 29 juin 2011, à peine quelques jours avant le transfert de la responsabilité pour la sécurité aux forces de sécurité afghanes dans certaines provinces, n'a pas seulement démontré que les forces de sécurité afghanes à elles-seules n'étaient pas en mesure d'assurer la sécurité, mais aussi que la situation était extrêmement précaire.⁵⁷ L'attaque dirigée contre le ministère de la Défense à Kaboul le 18 avril 2011 a démontré clairement que les forces de sécurité afghanes étaient manifestement largement infiltrées par des membres des talibans ou d'autres groupements hostiles.⁵⁸ Le 13 septembre 2011, des combattants des talibans ont pris pour cible au centre de la capitale Kaboul, l'ambassade américaine ainsi que le quartier général de l'ISAF avec des lance-roquettes, des explosifs et des fusils. Simultanément, dans d'autres quartiers de la ville, d'autres explosions ont été déclenchées, dont une violente déflagration à proximité de l'académie de police ainsi qu'une autre dans le bâtiment de la chaîne de télévision privée, *Tofo TV*. L'attaque n'a pu être repoussée qu'après une vingtaine d'heures et seulement grâce au soutien des troupes internationales. Le quartier des ambassades et du gouvernement au centre de la capitale était réputé très sécurisé. Les talibans ont démontré par leur action que même dans la capitale, ils étaient capables de pénétrer au cœur du gouvernement de Kaboul et des installations occidentales avec plusieurs kamikazes en dépit des nombreux checkpoints, des remparts et des portails massifs.⁵⁹ Les talibans ont revendiqué cette série d'attentats, mais il est probable que le réseau Haqqani était également impliqué dans les attaques. Des experts estiment que la série d'attentats bien coordonnés, disséminés dans plusieurs quartiers de la capitale, n'était possible qu'avec l'aide de membres des forces de sécurité afghanes.⁶⁰

5 Capacité protectrice de l'*Afghan National Police*

Les forces de sécurité afghanes se sont montrées, dans une large mesure, incapables de protéger la population afghane contre les attaques des membres des groupements hostiles au gouvernement. Nigel Thomas, l'ancien commandant par intérim de l'*European Union Police Mission* en Afghanistan considérait, en novembre

⁵⁷ OSAR, Afghanistan: la situation sécuritaire actuelle, 23 août 2011.

⁵⁸ Tagesanzeiger, Schüsse und Explosion im Verteidigungsministerium, 18 avril 2011: www.tagesanzeiger.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/Schuesse-und-Explosion-im-Verteidigungsministerium/story/29028864.

⁵⁹ Focus, Afghanistan: Drogen im Wert von 350 Millionen Dollar gefunden, 28 septembre 2011: www.focus.de/politik/ausland/afghanistan-drogen-im-wert-von-350-millionen-dollar-aufgefunden_aid_669908.html; Der Spiegel, Taliban greifen Kabuls Regierungsviertel an, 13 septembre 2011: www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,785950,00.html; Die Welt, Taliban greifen Kabuls Regierungsviertel an, 13 septembre 2011: www.welt.de/politik/ausland/article13601818/Taliban-greifen-Kabuls-Regierungsviertel-an.html.

⁶⁰ Stratfor, Crisis Report: Taliban Strike Deep in Kabul, 13 septembre 2011: www.stratfor.com/memberships/201872/analysis/20110913-taliban-strike-deep-kabul; Tagesanzeiger, Gefechte in Kabul beendet, 14 septembre 2011: www.tagesanzeiger.ch/ausland/asien-und-ozeanien/Gefechte-in-Kabul-beendet/story/22187379.

2010 que dix années seraient encore nécessaires pour mettre en place une police rudimentaire qui fonctionne à Kaboul.⁶¹ *Human Rights Watch* cite un conseiller de police qui estime que les forces de l'ordre sont encore bien loin de devenir performantes. Seul 12 des 460 unités de police sont à même d'opérer de manière autonome.⁶²

Selon les indications de l'UNAMA et de l'*Afghanistan Independent Human Rights Commission* (AIHRC), rien qu'en 2010 près de 140 fonctionnaires de l'Etat, au moins 32 anciens de clan, 25 membres des conseils et des shouras ont été assassinés, auxquels s'ajoutent encore, selon le *US Department of State*, au moins 37 personnalités religieuses.⁶³ Ces dernières années, de nombreuses femmes qui s'étaient engagées publiquement ont été assassinées par des membres de groupements hostiles au gouvernement. Le gouvernement afghan a omis de poursuivre pénalement les assassins de ces femmes éminentes.⁶⁴ De plus, des attentats meurtriers ont pris pour cible des centaines de collaborateurs d'ONG nationales et internationales, d'enseignants, d'écoliers, d'étudiants, de journalistes, de médecins, d'infirmiers.⁶⁵

Le meurtre de l'ancien président afghan et président du Haut conseil de la paix, Burhanuddin Rabbani, en septembre 2011 démontre que des groupements hostiles au gouvernement sont capables de perpétrer à Kaboul même – malgré des mesures de sécurité extrêmement strictes – des attentats contre des personnalités publiques bien protégées.⁶⁶

⁶¹ The Independent. Afghan police corruption «hits Nato pullout», 21 novembre 2010: www.independent.co.uk/news/world/politics/afghan-police-corruption-hits-nato-pullout-2139883.html.

⁶² The Sydney Morning Herald, Afghan police rape, kill, says Oxfam, 3 octobre 2011.

⁶³ UNAMA, Afghanistan: Annual report on protection of civilians in armed conflict, 2010, mars 2011, p. 12–13: <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human%20rights/March%20PoC%20Annual%20Report%20Final.pdf>; US Department of State, 2010 Country Reports, Jan 1st–Dec 31st 2010, 8 avril 2011: www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2010/sca/154477.htm.

⁶⁴ Human Rights Watch, The Ten-Dollar Talib and Women's Rights, 13 juillet 2010, p. 5, 24 et 33: www.hrw.org/de/reports/2010/07/13/ten-dollar-talib-and-women-s-rights-0; Amnesty International, Attack on female politician, 8 avril 2010: www.amnesty.org/en/news-and-updates/attack-afghan-female-politician-highlights-growing-risk-women-2010-04-08; UNAMA, Afghanistan: Annual report on protection of civilians in armed conflict, 2009, janvier 2010, p. 14: <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human%20rights/Protection%20of%20Civilian%202009%20report%20English.pdf>; UNAMA, Afghanistan: Annual report on protection of civilians in armed conflict, 2010, mars 2011, p. 19–20.

⁶⁵ Voir OSAR, Afghanistan: la situation sécuritaire actuelle, 23 août 2011.

⁶⁶ NZZ, Früherer afghanischer Präsident Rabbani bei Anschlag getötet, 20 septembre 2011: www.nzz.ch/nachrichten/politik/international/afghanistan_rabbani_tot_1.12586780.html.